

TPO: Les Palestiniens subissent le contre-coup de l'absence des donateurs arabes

RAMALLAH, 23 août 2011 (IRIN) - Dans le Territoire Palestinien Occupé (TPO), les familles palestiniennes sont de plus en plus confrontées à des problèmes financiers durant cette période du ramadan, tandis que l'Autorité palestinienne tente d'utiliser au mieux un budget toujours plus réduit.

Le paiement des salaires d'août des employés de l'Autorité, dont le nombre est estimé à 150 000 et qui sont répartis à peu près également entre la Cisjordanie et la bande de Gaza, a été effectué en retard et nul ne sait si les salaires de septembre seront payés.

« La situation financière de l'Autorité palestinienne s'est détériorée à cause de l'insuffisance des fonds provenant des donateurs et la collecte des impôts a été moins élevée que prévu, » a dit à IRIN Udo Jock, le représentant du Fonds monétaire international (FMI) à Jérusalem.

Cependant, les raisons de cette insuffisance de fonds sont difficiles à évaluer, a-t-il dit. « La raison principale est que les donateurs arabes ne paient pas, » a dit à IRIN Ghassan Khatib, porte-parole du Bureau du Premier ministre palestinien Salam Fayyad.

Les donations venant de pays étrangers représentent un peu plus du [quart du total du budget palestinien](#) de 3,7 milliards de dollars qui sert à payer les salaires et les autres dépenses du gouvernement.

Depuis le début de l'année, a dit M. Khatib, il manque au budget de l'Autorité palestinienne environ 35 millions de dollars chaque mois sur les versements des donateurs. Selon lui, le montant total non reçu par l'Autorité depuis janvier peut être estimé à quelque 300 millions de dollars.

[Selon le ministère des Finances de l'Autorité palestinienne](#), 33 pour cent du soutien budgétaire externe requis a été versé entre janvier et juillet, au lieu des 58 pour cent attendus durant cette période.

L'Arabie Saoudite a fait un paiement partiel de 30 millions de dollars en juillet. Les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite sont les plus gros donateurs arabes de l'Autorité palestinienne.

Pour les experts, l'attention des nations arabes s'est concentrée sur d'autres questions depuis que la révolution a éclaté en janvier en Egypte et suite aux crises qui ont secoué d'autres parties du monde arabe, comme la Libye et la Syrie.

Changement d'affectation des fonds

« L'an dernier, ma famille avait deux ou trois sortes de plats pour l'iftar [le repas quotidien de rupture du jeûne du ramadan] et maintenant nous avons à peine assez à manger, » a dit Mohammed Musa, 48 ans, gardien d'un bâtiment municipal de Ramallah et employé de l'Autorité palestinienne.

Son salaire mensuel de 460 dollars fait vivre une famille de 10 au camp [de réfugiés d'al-Amari](#) à Ramallah, un camp abritant quelque 10 000 personnes, où le taux de chômage est élevé.

Pour répondre à la crise, le Président palestinien Mahmoud Abbas a donné l'ordre aux institutions de l'Autorité palestinienne de mettre fin aux dîners d'iftar officiels et d'affecter les fonds ainsi libérés aux Palestiniens pauvres.

Plusieurs institutions privées et publiques, comme l'entreprise de télécommunications Paltel Group, la plus grande société du secteur privé dans les TPO, ont suivi l'exemple.

Wael Qadan, directeur de la planification au Croissant-Rouge palestinien (PRCS), a dit : « En réponse à la demande de M. Abbas, le PRCS a annulé les repas d'iftar pour les

hommes d'affaires et attribué les fonds, soit environ 20 000 dollars, à notre budget de situation d'urgence. » Ce fonds d'environ 35 000 dollars sert à aider les Palestiniens dans plusieurs domaines comme les soins médicaux, les frais de scolarité et la construction de logements, a-t-il ajouté.

Selon le Bureau du Premier ministre, le ministère des Affaires sociales de l'Autorité palestinienne dispose d'un fonds d'environ 223 000 dollars provenant du Croissant-Rouge des Emirats qui sert à distribuer des repas de ramadan à 12 000 personnes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, et des nouveaux vêtements pour l'Eid (la célébration qui marque la fin du ramadan).

Pression

Les familles et les commerçants palestiniens avouent sentir la pression.

« Je vends un quart de ce que j'ai vendu durant le dernier ramadan, » a dit Amjad Baker, 28 ans, propriétaire d'une cafétéria à Ramallah, tout en préparant les `katayef', une sorte de crêpe traditionnelle pour la période de fête.

« L'économie tourne au ralenti. L'aide humanitaire n'arrive pas et les gens n'ont pas d'argent à dépenser, » a dit Amjad.

Pour lui, il faudrait qu'il y ait de nouvelles élections et un candidat plus solide pour le Fatah, espère-t-il.

L'actuelle crise financière de l'Autorité palestinienne est exacerbée par l'incertitude qui entoure la demande de reconnaissance d'un Etat palestinien à l'ONU en septembre et les conséquences de la réconciliation des factions palestiniennes du Fatah en Cisjordanie et du Hamas à Gaza.

Le gouvernement de Gaza en crise

Les salaires de quelque 25 à 30 000 fonctionnaires militaires et civils du gouvernement du Hamas à Gaza seront intégralement payés après les nombreux retards des huit derniers mois, a dit à IRIN un responsable du gouvernement de Gaza qui a préféré garder l'anonymat.

« Le gouvernement de Gaza collecte entre 10 et 12 millions de dollars d'impôts locaux et le reste du budget de fonctionnement du gouvernement [estimé entre 30 et 35 millions de dollars, selon les officiels du Hamas interrogés par IRIN en 2010] provient de sources extérieures » a dit ce responsable.

Il se peut, a-t-il indiqué, qu'il y ait de nouveaux retards, liés principalement à des problèmes logistiques pour recevoir les fonds, étant donné le chaos politique qui règne dans la région.

En attendant, [selon le Programme alimentaire mondial](#), les tables d'iftar de Gaza sont souvent bien vides, les coupures de courant fréquentes et près de la moitié de la population souffre d'insécurité alimentaire.

es/cb-og/amz